



# Nations Unies Commission économique pour l'Afrique

---

## Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Vingt-troisième Session du Comité

Intergouvernemental de Hauts fonctionnaires et d'Experts

(23<sup>ième</sup> CIE)

**ECA/WA/ICE/23/02**

Distr.: Limitée

31 octobre 2020

Document : Français

Texte original : Français

Réunion virtuelle

**26 - 27 novembre 2020**

## **Rapport d'activités du Bureau de mai 2019 à octobre 2020**

## Table des matières

<b><i>Sigles et Abréviations</i></b> .....	<b><i>iii</i></b>
<b><i>Introduction</i></b> .....	<b><i>5</i></b>
<b><i>1. Influence sur les politiques</i></b> .....	<b><i>5</i></b>
<b><i>a. Dynamiques Démographiques pour le Développement</i></b> .....	<b><i>6</i></b>
<b><i>b. Statistiques économiques et prospective</i></b> .....	<b><i>8</i></b>
<b><i>c. Planification du développement</i></b> .....	<b><i>9</i></b>
<b><i>2. Crédibilité et confiance</i></b> .....	<b><i>13</i></b>
<b><i>3. Responsabilisation et apprentissage</i></b> .....	<b><i>14</i></b>
<b><i>4. Efficacité opérationnelle</i></b> .....	<b><i>15</i></b>
<b><i>5. Principaux risques</i></b> .....	<b><i>16</i></b>
<b><i>Conclusion et perspectives en 2020</i></b> .....	<b><i>14-17</i></b>
<b><i>Annexe</i></b> .....	<b><i>19-18</i></b>

## Sigles et Abréviations

<b>ACMAD</b>	Centre africain pour les applications de la météorologie au développement
<b>ACBI</b>	Indice-Pays des Affaires dans le cadre de la ZLECAf (AfCFTA Country Business Index)
<b>ACS</b>	Centre Africain pour la Statistique (African Center for Statistics)
<b>AfCFTA</b>	Zone de Libre Echange Continentale Africaine - ZLECAf (African Continental Free Trade Area)
<b>AFRISTAT</b>	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
<b>ALG</b>	Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma
<b>aSDMS</b>	Modèle agrégé de dynamique de système pour la région du Sahel
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BSR-AO/CEA</b>	Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
<b>CEA</b>	Commission économique pour l'Afrique
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CER</b>	Communauté économique régionale
<b>CIE</b>	Comité Intergouvernemental d'Experts
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
<b>CoM</b>	Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique
<b>CREG</b>	Centre Régional d'Excellence en Economie Générationnelle
<b>CRS</b>	Comité Régional des Statistiques
<b>CRVS</b>	Système d'enregistrement des faits et de statistiques d'état civil
<b>DDD</b>	Dynamiques Démographiques pour le Développement
<b>EGM</b>	Réunion du groupe d'experts
<b>GDDI</b>	Indice genre du dividende démographique
<b>IDEP</b>	Institut africain de développement économique et de planification
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>IPTR</b>	Integrated Planning and Reporting Toolkit
<b>ITC</b>	Centre International pour le Commerce (International Trade Centre)
<b>MGD</b>	Division de la CEA chargée de la Macroéconomie et de la Gouvernance (Macroeconomic and Governance Division)
<b>MI</b>	Institut du Millenium (Millennium Institute)
<b>NEPAD</b>	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)
<b>NTA</b>	Comptes de Transferts Nationaux (National Transfer Accounts)
<b>OCHA</b>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>OIG</b>	Organisations intergouvernementales
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement

---

<b>RGHP</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>SEEA-CF</b>	Système de comptabilité environnementale et économique - Cadre central
<b>SIFIM</b>	Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
<b>SPORD</b>	Division de la CEA en charge de la planification stratégique, de la surveillance et des résultats (Strategic Planning, Oversight and Results Division)
<b>SRI</b>	Initiatives sous régionales (Sub Regional Initiatives)
<b>STEPS</b>	Transformation structurelle, emploi, société et production ( <i>Structural Transformation, Employment, Production and Society</i> )
<b>UA</b>	Union Africaine
<b>UEMOA</b>	Union économique et monétaire ouest-africaine
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>UNISS</b>	Stratégie Intégrée des Nations unies pour le Sahel/SINUS ( <i>United Nations Integrated Strategy for the Sahel</i> )
<b>UNODC</b>	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
<b>VNR</b>	Rapport Volontaire d'examen national
<b>VSCE</b>	Vital Strategies and Center of Excellence
<b>ZLECAF</b>	Zone de libre-échange continental africaine
<b>ZMOA</b>	Zone monétaire ouest-africaine

## Introduction

1. Comme chaque année, le présent rapport traite des principales activités réalisées par le Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest (BSR-AO) de la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) depuis la tenue de la session précédente du Comité Intergouvernemental de Hauts fonctionnaires et d'Experts (CIE) en mai 2019. Conformément aux mécanismes intergouvernementaux de la CEA, le BSR-AO entend rendre compte au CIE des activités mises en œuvre au titre des cadres stratégiques des programmes de travail pour la période 2019 - 2020.
2. Ces activités ont été exécutées dans un contexte particulier, marqué notamment par les défis pour l'atteinte des objectifs de développement durable, qui ont été exacerbés par la survenance de la COVID-19 depuis décembre 2019. Elles ont également été orientées par la poursuite de l'opérationnalisation du centre spécialisé sur les Dynamiques Démographiques pour le Développement (DDD), mis en place en février 2019 au sein du Bureau. Enfin, les activités ont continué à être réalisées conformément au mandat assigné aux Bureaux sous régionaux de la CEA, qui est orienté vers le renforcement de la coopération et de l'intégration sous régionale, les alignements aux priorités de l'Union Africaine (UA), les articulations avec le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et les objectifs énoncés dans l'agenda 2030 du développement durable et l'agenda 2063 de l'UA.
3. A l'instar des rapports présentés lors des deux précédents CIE, le présent document met un accent particulier sur les produits et les changements enclenchés par rapport aux résultats attendus de la mise en œuvre du programme de travail du BSR-AO. Après l'introduction, les quatre premières sections portent sur l'effet des activités réalisées en termes : i)-d'influence sur les politiques pour soutenir le programme de transformation de l'Afrique de l'Ouest ; ii)- de crédibilité et de confiance en assurant des services de recherche sur les politiques et de transmission de savoirs de haute qualité, fondés sur des données probantes et bien adaptés aux besoins ; iii)-de consolidation des mécanismes de responsabilisation et d'ancrage plus profond de la culture de l'apprentissage en son sein ; et iv)-de renforcement de son efficacité opérationnelle afin de mieux appuyer la fourniture en temps opportun de ses services de production de savoirs et de renforcement des capacités. Une cinquième section porte sur v)-les principaux risques associés à la mise en œuvre des activités et sur les solutions alternatives adoptées pour surmonter les difficultés. En guise de conclusion, la dernière partie du rapport tire des leçons de la mise en œuvre des activités au cours de la période sous revue et dégage quelques perspectives.

## 1. Influence sur les politiques

4. L'objectif principal du programme de travail du Bureau est de «renforcer les capacités des Etats membres, des Communautés économiques régionales (CER) et des Organisations intergouvernementales (OIG) à formuler des programmes et des politiques fondés sur des données factuelles et/ou empiriques afin d'accélérer la réalisation de la transformation structurelle pour le développement durable et inclusif dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest». Pour atteindre cet objectif, deux principaux résultats étaient attendus : (a) le renforcement des capacités des États membres de la sous-région ouest-africaine pour une

intégration effective des défis des dynamiques démographiques dans la formulation des politiques, des programmes et dans tout processus de la planification du développement économique; (b) le renforcement des capacités des Etats membres de la sous-région ouest-africaine, des Communautés économiques régionales (CER) et des Organisations intergouvernementales (OIG) afin d'accélérer la mise en œuvre des priorités de développement de la sous-région, tout en prenant en compte les spécificités et perspectives sexospécifiques.

5. Les Etats membres, les CER et les OIG d'Afrique de l'Ouest ont bénéficié de plusieurs activités menées par le BSR-AO ayant concouru à la réalisation de cet objectif. Ces activités ont été axées sur l'exécution des objectifs assignés au nouveau Centre spécialisé sur les dynamiques démographiques pour le développement dont les orientations stratégiques ont été approuvées par le CIE de mai 2019. En outre, une attention et un soutien continus ont été accordés aux initiatives sous régionales, y compris un appui à l'élaboration de stratégies nationales pour permettre aux États membres de la sous-région de profiter pleinement de l'accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), ainsi qu'une assistance aux pays en matière suivi de leurs progrès vers la transformation structurelle de leur économie et de suivi-évaluation de la mise en œuvre des programmes 2030 et 2063. Les interventions du Bureau y relatives ont surtout concerné les questions des dynamiques démographiques pour le développement, des statistiques économiques et prospectives, de planification du développement et d'intégration régionale.

### a. Dynamiques Démographiques pour le Développement

6. Dans la continuité des actions initiées dès 2019 au titre du nouveau centre spécialisé dans les Dynamiques Démographiques pour le Développement (DDD), le BSR-AO a assisté les États membres dans l'analyse des dynamiques de population et leur impact socio-économique ainsi que dans le domaine de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil.
7. Dans sa volonté de définir et renforcer les politiques démo-économiques basées sur la production de connaissances du Centre DDD, le Bureau a initié en mai 2019 un dialogue de haut niveau lors du CIE 22, au cours duquel quatre pays se sont engagés à prendre en compte la question du dividende démographique dans leurs plans de développement (Cabo Verde, Niger, Nigéria et Sénégal), tandis que la CEDEAO s'est engagée à développer une politique régionale sur les DDD. Le BSR-AO a également finalisé une étude sur le dividende démographique et le développement durable, deux profils STEPS sur le Libéria et la Côte d'Ivoire comprenant une analyse sur les DDD et a initié la construction d'un modèle macroéconomique pour la CEDEAO.
8. Le BSR-AO a en outre développé, en collaboration avec le Millennium Institute (MI) basé à Washington DC aux Etats-Unis un prototype de modèle de population pour la zone Sahel, lors d'un atelier organisé à Niamey au Niger, du 16 au 20 décembre 2019. Cet atelier pratique autour d'un modèle agrégé de population T21 utilisant les systèmes dynamiques a bénéficié aux experts de la CEDEAO, ainsi qu'aux États membres, en l'occurrence le Niger et le Sénégal.
9. Avant cette initiative, le BSR-AO avait saisi l'occasion de l'atelier de révision du 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) du Niger, organisé du 17 au 21

juin 2019 à Dosso au Niger, pour souligner la pertinence d'étendre la collecte de statistiques sociales et démographiques aux données démo-économiques et améliorer la capacité nationale du pays à évaluer les progrès vers la réalisation des ODD 2030 et de l'agenda 2063 de l'UA.

10. En outre, du 15 au 16 juillet 2019, le Bureau a délivré une communication sur le thème « Cartographie des envois de fonds et des investissements de la diaspora en Afrique de l'Ouest » lors de la troisième édition du Forum ivoirien de la diaspora où des questions de l'emploi et de financement des projets ont été débattues et des recommandations formulées sur la manière de mobiliser la diaspora ivoirienne pour le développement socio-économique de la Côte d'Ivoire.
11. Du 15 au 17 juillet 2019, le BSR-AO a aussi participé à Cotonou, au Bénin à la 4ème assemblée du Comité de pilotage de l'harmonisation et de la modernisation des enquêtes sur les conditions de vie des ménages dans les pays de l'UEMOA. Cette réunion a été précédée par la rencontre du Comité régional des statistiques (CRS) de la Commission de l'UEMOA. L'occasion a été saisie pour revitaliser la coopération du secrétariat de la CEA avec les instituts nationaux de statistique, AFRISTAT et l'UEMOA.
12. Le Bureau a participé du 2 au 6 septembre 2019 à la réunion d'experts en vue du renforcement des capacités pour l'amélioration du cadre du système d'enregistrement des faits et de statistiques d'état civil (CRVS), au bénéfice des pays d'Afrique de l'Ouest suivants : le Niger, le Burkina Faso, la Guinée et le Libéria. Cette rencontre a été l'occasion pour le la CEA et ses partenaires, le *Vital Strategies and Center of Excellence* (VSCE), l'UNICEF, les Services nationaux d'enregistrement des faits d'état civil les instituts nationaux de statistique et les Ministères de la santé, d'examiner et d'améliorer l'ensemble des matériaux faisant partie de l'évaluation complète du CRVS menée par les pays et de l'élaboration des plans stratégiques.
13. Dans l'optique de renforcer les capacités institutionnelles des communautés économiques régionales, des organisations intergouvernementales et des pays pour capitaliser sur les dynamiques démographiques pour le développement en Afrique de l'Ouest, le Bureau a initié un projet visant à appuyer les Etats d'Afrique de l'Ouest dans la formulation de politiques budgétaires sensibles à la capture du dividende démographique. Les activités ont débuté avec le Mali lors d'un atelier organisé à Dakar du 20 au 24 janvier 2020, en collaboration avec le Centre d'excellence sur l'économie générationnelle (CREG).
14. Dans la même lancée, le Bureau et le Ministère des Finances du Mali, en partenariat avec le CREG, Université de Thiès, au Sénégal, ont organisé conjointement un atelier sur l'intégration du dividende démographique dans le cadre budgétaire national, en février 2020 à Bamako, au Mali. L'atelier a réuni la Direction générale du budget, des membres du Parlement, du personnel du ministère de l'économie et des finances et des représentants de la société civile. Cette rencontre a favorisé le renforcement du partenariat stratégique entre le Bureau et l'Observatoire national du dividende démographique, permettant ainsi au Mali de bénéficier d'un appui à la formulation d'un budget sensible au DD.
15. Un atelier de production des données désagrégées pour l'élaboration de l'indice genre du dividende démographique (GDDI) développé par le CREG a été organisé avec le soutien du Bureau du 6 au 8 février 2020 à Bangoula, une localité proche de Niamey au Niger.

16. Enfin, les 10 pays appuyés par les Nations Unies au Sahel ont bénéficié d'un appui en matière de modélisation de la dynamique des populations. Des profils NTA pour la sous-région CEDEAO et les sous-groupes de pays (WAMZ, UEMOA, MRU, ...) ont été élaborés et ont aidé à évaluer les progrès vers la réalisation de la DD. Neuf pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Cabo Verde, le Ghana, le Nigéria, le Mali, le Niger et le Sénégal, ont bénéficié du renforcement des capacités, y compris le dialogue sur les politiques DD qui a impliqué 100 fonctionnaires et experts lors de la première Conférence internationale sur les NTA qui s'est tenu en Afrique, à Somone, au Sénégal, en octobre 2019.

## b. Statistiques économiques et prospective

17. Les actions menées en appui au développement des statistiques et au renforcement de l'analyse prospective ont permis au Bureau de créer des conditions plus favorables à l'exercice de la gouvernance économique et la prise de décisions aux niveaux national et sous régional.

18. Du point de vue des statistiques des comptes nationaux, le BSR-AO a participé du 17 au 21 juin 2019 à une deuxième phase d'assistance technique au Ghana sur les comptes de l'énergie basé sur le Système de comptabilité environnementale et économique - Cadre central (SEEA-CF) adopté par le StatCom de l'ONU en 2012 et destiné à mieux comprendre les interactions entre l'économie et l'environnement.

19. Le Bureau a aussi pris part le 7 août 2019 à Niamey à un atelier sur les résultats du rebasage du PIB du Niger. Les discussions ont porté sur la méthodologie, les principales conclusions et les commentaires sur les récents développements de l'économie nigérienne. A cette occasion, le Bureau a souligné que la CEA et la CNUCED ont développé une méthode quantitative et qualitative pour évaluer la contribution des services aux chaînes de valeur régionales et mondiales, laquelle pourrait être utilisée au Niger pour évaluer les exportations et les importations de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) non encore pris en compte dans le calcul du PIB. C'est ainsi qu'à travers la collaboration avec le Centre Africain de la Statistique (ACS), une mission de la CEA pour l'analyse des comptes nationaux révisés, a appuyé l'INS du Niger du 21 au 25 octobre 2019. L'ensemble des travaux de changement d'année de base se sont soldés par une révision à la hausse du PIB de 33,3%. Ce qui résulte de l'amélioration de la couverture des données sources ayant contribué à cette réévaluation pour 18,3 points et les changements méthodologiques pour 15,0 points.

20. Le Bureau a également apporté un appui technique et opérationnel au développement de la base de données intégrées et centralisées de l'UEMOA, notamment à travers un atelier d'assistance technique sur la plate-forme de données StatBase-UEMOA, qui a eu lieu du 03 au 05 Février 2020 à Niamey au Niger. L'effectivité de la mise en œuvre de cette base de données StatBase-UEMOA est perçue comme une des initiatives réussies qui devra servir de référence (benchmark) à la définition de nouvelles actions dans le nouveau cadre de coopération CEA-UEMOA en matière de renforcement des capacités en statistique en général et de la production des statistiques émergentes en particulier.



21. Des actions ont aussi été réalisées en soutien aux services en charge des prévisions, de la prospective et de la modélisation macroéconomique dans le cadre des différents séminaires et ateliers organisés par le Bureau au cours de la période sous revue.
22. S'agissant de la prévision macroéconomique, du 19 au 21 novembre 2019, le Bureau a organisé avec AFRISTAT un séminaire visant à partager les expériences sur les évolutions économiques récentes et les méthodes de prévision macroéconomique à court terme, notamment avec les pays membres portugais et/ou anglophones de la CEDEAO (Gambie, Ghana, Libéria, Nigéria, Sierra Leone, Cabo Verde). En outre, du 25 au 29 novembre 2019, le BSR-AO a participé à Ouagadougou, au Burkina Faso, au séminaire organisé conjointement par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC Ouest sur les conditions économiques et les prévisions économiques du deuxième semestre 2019 dans les États membres de l'UEMOA, la Guinée et Mauritanie. Ces deux occasions ont permis de revitaliser la coopération entre la CEA et les instituts nationaux de statistique, AFRISTAT et l'UEMOA.
23. En matière de modélisation économique, le Bureau a mené plusieurs activités majeures. Du 26 au 27 août 2019, il a participé à une mission de cadrage pour examiner la modélisation macroéconomique en Sierra Leone. En réunissant les principales parties prenantes parmi lesquelles le ministère de l'économie et des finances et la Banque centrale de Sierra Leone, des discussions fructueuses ont permis de renforcer la coopération entre les acteurs du développement et les homologues gouvernementaux dans l'exercice de prévision de la croissance économique et ont ouvert la voie à une meilleure analyse structurelle économique. Du 24 au 26 septembre 2019, mission similaire a séjourné au Sénégal pour appuyer le développement d'un modèle basé sur le modèle macroéconomique de la CEA. . En décembre 2019, lors d'un atelier organisé à Abuja au Nigéria, le Bureau, en collaboration avec la Division de la CEA chargée de la Macroéconomie et de la Gouvernance (MGD) a appuyé le renforcement des capacités de sept membres du personnel de la CEDEAO et d'un membre du personnel de l'UEMOA en matière de modélisation macroéconomique. Cette mission a également permis au Bureau de contribuer à la formulation en cours d'un modèle macroéconomique régional pour la CEDEAO.
24. Au cours du premier semestre 2020, l'appui au renforcement des capacités des États membres en statistique et à l'élaboration de profils de pays, a consisté à la participation active du Bureau, du 10 au 11 juin 2020, à un séminaire virtuel sur les «prévisions macroéconomiques à court terme de l'économie pour les pays de l'Union monétaire (UEMOA), la Guinée et la Mauritanie ». Cette réunion virtuelle organisée par l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC WEST avait mobilisé environ 35 participants des INS et des Ministères des Finances des huit Etats membres de l'UEMOA, de la Guinée, de la Mauritanie et des délégués de la Commission de l'UEMOA, de la CEDEAO, d'AFRISTAT, d'AFRITAC WEST et de l'AMAO. Une présentation a été faite par le Bureau sur «La conjoncture économique et les prévisions économiques à court-terme de l'Afrique».

### c. Planification du développement

25. Certaines activités menées par le Bureau entre mai 2019 et septembre 2020 ont permis aux Etats membres et à la CEDEAO d'améliorer leurs capacités de formulation de leurs plans de développement.

26. C'est ainsi qu'en réponse à la demande officielle du Burkina Faso pour un soutien technique dans divers secteurs du développement (planification du développement, mines, énergie, statistiques, agriculture, environnement), le Bureau a commencé en 2019 la mise en œuvre de trois activités liées au module de planification du développement, notamment: (i) l'élaboration d'une stratégie d'évaluation des politiques publiques ; (ii) l'élaboration d'un manuel d'analyse et d'évaluation des politiques publiques et ; (iii) la formation d'experts nationaux sur l'analyse et l'évaluation des politiques publiques. Sur ce dernier volet, les capacités des experts du Burkina Faso ont été renforcées grâce à la formation des fonctionnaires à l'évaluation des politiques publiques assorti d'un document d'orientation rendu disponible sur l'évaluation des politiques du pays.
27. Du 16 au 20 juillet 2019, en collaboration avec le Ministère du Plan du Niger, le Bureau a participé à la formation des responsables régionaux et municipaux du pays sur l'intégration des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans les plans de développement régional et communal. L'atelier qui s'est tenu à Dosso, au Niger, a ouvert la voie à la prise en compte du suivi des ODD dans les processus de planification du développement. Dans le même ordre d'idées, le BSR-AO a apporté son soutien à l'élaboration du Rapport Volontaire d'examen national (VNR) de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable en Côte d'Ivoire présenté en 2019, et à ceux du Niger et de la Gambie présentés en juillet 2020.
28. Par ailleurs, lors d'un atelier pratique tenu du 9 au 13 décembre 2019 à Abuja au Nigéria, le BSR-AO et l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), en partenariat avec la division de la CEA en charge de la Macroéconomie et de la Gouvernance (MGD) et celle de la planification stratégique, de la surveillance et des résultats (SPORD), ont répondu aux préoccupations du personnel de la Commission de la CEDEAO impliqué dans le développement et le suivi des projets, en renforçant les capacités de 31 experts dont 11 femmes sur les aspects du suivi et de l'évaluation, couvrant la gestion axée sur les résultats et rapports de qualité.
29. Conformément à l'accord de coopération qui a été signé entre le Bureau et la CEDEAO, en février 2020, le Bureau a organisé un atelier technique virtuel du 27 au 30 juillet 2020 et du 03 au 11 août 2020 sur l'analyse structurelle de la région de la CEDEAO. L'exercice a permis une analyse structurelle qui prend en compte les différentes variables socio-économiques qui caractérisent la région de la CEDEAO. Les conclusions ont été couplées avec les résultats de l'analyse rétrospective et des aspirations des populations de la CEDEAO, pour éclairer la formulation en cours de la Vision 2050 de la CEDEAO. À ce jour, le rapport de diagnostic rétrospectif, le rapport sur les aspirations des populations de la CEDEAO et celui portant sur l'analyse structurelle de région CEDEAO sont finalisés. Ces résultats préliminaires ont été obtenus sous la direction conjointe de la Commission de la CEDEAO et de la CEA, avec la contribution du Système des Nations Unies pour le développement (PNUD et UNESCO), de la GIZ et de l'ACMAD. Le développement de la nouvelle Vision 2050 de la CEDEAO se poursuit avec le soutien d'expertises clés identifiées dans la région, et en étroite collaboration avec les États membres, les bénéficiaires ultimes et cela malgré les défis créés par la pandémie COVID

## d. Intégration régionale

30. Une attention particulière a été aussi accordée par le BSR-AO à l'accompagnement des Etats membres et des CER dans les efforts de progrès vers l'intégration régionale, à travers un des activités articulées autour de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), de la monnaie unique en Afrique de l'Ouest et de l'appui à l'Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG).
31. Le Bureau a pris une part active dans la mise en œuvre du projet sur « l'approfondissement de l'intégration commerciale de l'Afrique par la mise en œuvre efficace de la ZLECAf pour soutenir l'intégration économique ». Ce projet, qui dans sa première phase a couvert l'année 2019, a été mené par la CEA en étroite collaboration avec les CER, la Commission de l'Union Africaine (CUA), la Banque Africaine de Développement (BAD), le Centre International pour le Commerce (ITC) et la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), entre autres. Le Bureau a été fortement impliqué dans les activités de soutien techniques aux pays de la région ouest-africaine pour la ratification de l'accord de la ZLECAf et l'élaboration de stratégies nationales pour maximiser ses avantages. C'est à ce titre que le BSR-AO a participé aux missions de cadrage, forums nationaux de sensibilisation, aux plaidoyers, à la diffusion et à la sensibilisation des populations sur la ZLECAf organisés au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Gambie, au Ghana, en Guinée, au Niger, au Nigeria, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo de mai à septembre 2019. Elle a aussi contribué à l'organisation et à l'animation des ateliers nationaux de validation et aux réunions techniques consacrées aux stratégies nationales sur la ZLECAf qui ont eu lieu au Togo, en Côte d'Ivoire, en Guinée au cours du dernière trimestre 2019 puis en Sierra-Leone, au Sénégal, en Gambie et au Niger au courant du semestre 2020.
32. En résumé, malgré le contexte difficile de la COVID-19, le Bureau continue de déployer des efforts en vue de l'opérationnalisation de la ZLECAf par ses Etats membres. À ce jour, 10 pays d'Afrique de l'Ouest sur 15 ont ratifié l'accord, quatre pays : la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Guinée et le Togo ont déjà validé leurs documents stratégiques nationaux respectifs sur la ZLECAf et trois autres pays : la Gambie, Niger et la Sierra Leone ont leurs documents en de validation finale.
33. En plus de l'appui à la formulation des stratégies nationales de la ZLECAf, le Bureau a engagé des actions pour l'appropriation ainsi que la mise en œuvre de cet Accord par le secteur privé. Dans cette perspective et sous le haut patronage du Premier Ministre du Niger, le Bureau a coorganisé avec le gouvernement, le 1<sup>er</sup> octobre 2020, la 4<sup>ème</sup> édition du Salon professionnel «100% Made in Niger et le lancement de la campagne, Consommons nigérien ». En marge de cette activité, le Bureau a également coorganisé une table ronde sur le thème « Booster la production locale : Promouvoir le label Made In Niger dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAf » qui a eu lieu le 15 octobre 2020.
34. La participation du Bureau au dixième forum des Ministres du Commerce de la Zone Monétaire Ouest-Africaine (ZMOA) organisé à Conakry, en République de la Guinée, du 10 au 13 décembre 2019 sur le thème : « ZLECAf : opportunités et défis pour les États membres de la zone monétaire ouest-africaine », est à inscrire au titre des activités susceptibles d'avoir une influence sur les politiques destinées à soutenir le programme de transformation de l'Afrique de l'Ouest. A cette

occasion, le Bureau a en effet partagé des résultats de ses analyses sur l'accord de la ZLECAf à la suite desquelles plusieurs recommandations ont été formulées. Les États membres de la ZMOA ont notamment été invités à : (i) fournir des infrastructures liées au commerce, pour que le secteur privé puisse exploiter les opportunités commerciales dans la zone ; (ii) entreprendre des réformes structurelles appropriées pour diversifier les structures de production et d'exportation, améliorer l'infrastructure financière et l'environnement des affaires pour soutenir la croissance et renforcer la résilience économique dans la ZMOA et ; (iii) élaborer une stratégie claire pour compenser la perte potentielle de revenus due à la mise en œuvre de la ZLECAf au sein des pays membres.

35. Concernant la CEDEAO, grâce à l'appui technique du BSR-AO à travers la réalisation d'études, de grands pas ont été franchis dans la mise en œuvre de la feuille de route pour l'adoption de la monnaie unique de la CEDEAO d'ici 2020. Il s'agit, notamment de l'adoption par les chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO d'une monnaie unique dénommée «ECO», d'un régime de change flexible, d'un cadre de politique monétaire axé sur le ciblage de l'inflation et d'un système fédéral de la Banque centrale commune.
36. Cependant, malgré l'amélioration de la situation de la convergence macroéconomique observée en 2019, la 57<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, réunit à Niamey le 7 septembre 2020, a relevé également l'impact négatif de la Covid-19 sur le respect par les Etats membres des critères de convergence macroéconomique en 2020. Aussi, dans l'optique de consolider les acquis, elle a décidé entre autres de ce qui suit : i)-Elaborer une nouvelle Feuille de Route pour le Programme de la Monnaie Unique de la CEDEAO ; ii)- Différer, à une date ultérieure, le lancement de la Monnaie Unique et enfin de ; iii)- Maintenir l'approche graduelle pour le lancement de l'ECO.
37. S'agissant de l'ALG, dans le cadre de l'amélioration de ses capacités institutionnelles, cette institution a bénéficié de l'assistance technique du BSR-AO pour le développement d'un mécanisme d'autofinancement assorti de la production et de la validation d'un document d'orientation institutionnel de l'Autorité de développement intégré du Liptako-Gourma (ALG). . En outre, du 13 au 16 octobre 2019, des efforts ont été déployés pour poursuivre la mise en œuvre des activités prévues au titre du programme transfrontalier conjoint des Nations Unies et de l'ALG (CEA, UNODC, PNUD, UNICEF, ALG, OCHA) dans le cadre du SINUS et financé par la Suède pour une période de deux ans (Coopération technique SIDA). Concernant ce dernier projet officiellement lancé en février 2020 avec la première réunion du comité de pilotage à Ouagadougou, la contribution de la CEA se concentre actuellement sur le renforcement des capacités macroéconomiques de l'ALG afin de produire un rapport analytique annuel de l'ALG sur la situation socio-économique et les perspectives dans la région du Liptako-Gourma, couvrant les interventions au Burkina Faso, au Mali et au Niger.
38. Dans le cadre de la décennie d'action, le Bureau a également fourni un appui substantiel au Niger et à la Gambie pour produire leurs Rapports d'examen nationaux volontaires (VNR) 2020 respectifs.

## 2. Crédibilité et confiance

39. L'appui apporté au titre des activités précédentes a permis de renforcer le niveau de crédibilité du Bureau et de la confiance des partenaires à son égard. Le BSR-AO a en outre continué à œuvrer pour gagner en crédibilité et confiance auprès des Etats membres, des OIG et des CER, voire du public, en s'assurant de réaliser les recommandations formulées lors du précédent CIE et en améliorant la diffusion des produits de connaissances.
40. Le BSR-AO s'est en effet employé à réaliser l'essentiel des recommandations qui lui ont été adressées lors du CIE 2019 (voir annexe), en veillant en particulier à : (a) limiter l'usage du papier dans la production et la diffusion des documents de travail et d'information destinés aux réunions du CIE; (b) mieux aligner le rapport d'activités sur les axes stratégiques de la CEA; (c) appuyer les Etats membres à la demande dans le renforcement des statistiques de l'état civil ; (d) appuyer les pays pour le rebasage du PIB afin de rendre plus pertinente la comparaison entre les pays; et (e) générer des connaissances qui permettront d'appuyer les Etats dans la formulation de politiques budgétaires sensibles à la capture du dividende démographique.
41. Au titre de la communication, aux fins de renforcer sa crédibilité et sa confiance, le Bureau a continué de s'appuyer sur son réseau des journalistes économiques pour l'Afrique de l'Ouest mis en place le 27 septembre 2017 à Dakar, au Sénégal, comme vecteur du changement attendu et porteur des messages clés de la CEA à travers la presse écrite, la presse audio-visuelle et la presse en ligne. Les membres de ce réseau ont été régulièrement sollicités pour la couverture médiatique des grandes réunions de la CEA (Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique -CoM 2019, CIE 2019 pour l'Afrique de l'Ouest, ateliers de sensibilisation et de validation de stratégies nationales sur la ZLECAf ...).
42. Des efforts ont été faits de publier les produits des connaissances du Bureau en anglais et en français. C'est ainsi que les documents suivants ont été produits dans ces deux langues de travail de la CEA au cours de la période considérée : (i) l'impact socio-économique de la COVID 19 en Afrique de l'Ouest, la version révisée du profil STEPS du Libéria ; (ii) la vision sahélienne, « Sahel 2043 : vers une région sahélienne résiliente, inclusive et prospère » ; (iii) une brochure sur le centre d'excellence des dynamiques démographiques pour le développement ainsi que iv) « Dynamiques démographiques, transformation structurelle en Afrique de l'Ouest et développement durable ».
43. Comme indications supplémentaires de sa crédibilité, le BSR-AO a contribué à la formulation par les États membres de positions communes sur des questions importantes grâce à diverses formes d'appui technique et de collaboration. Il s'agit notamment de l'appui aux 15 ministres des Finances pour leur participation aux conférences virtuelles organisées par la CEA afin parvenir à un consensus parmi les ministres africains des Finances sur leurs réponses collectives urgentes au covid-19 et collaborer de manière transparente avec la Banque mondiale, l'OIF et les institutions financières régionales. C'est ainsi que des éclaircissements ont été fournis aux Etats membres sur l'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI) et ses implications pour la dette du secteur privé. Actuellement, 10 des 15 pays de la CEDEAO ont été approuvés pour bénéficier de la DSSI. En effet, cela permet à 67% des pays de la CEDEAO d'accéder aux nouvelles opportunités de crédits financiers en réponse à la pandémie de la COVID-19, tout en leur offrant

la flexibilité de réorienter leurs plans nationaux de développement pour une meilleure relance de leurs économies respectives.

44. C'est également en étroite collaboration avec les bureaux de coordination du système des Nations unies dans les pays, que le BSR-AO a apporté son appui technique à huit pays de la CEDEAO dans le cadre de la formulation et la finalisation de leurs bilans ou analyses communes de pays, les plans de relèvement, de résilience et/ou de réponse socio-économique à la COVID-19, à savoir : Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée Bissau, Libéria, Niger, Sénégal et Togo.
45. Aussi, de commun accord avec la CEDEAO et en partenariat avec le PAM, le bureau a réalisé en septembre 2020, une étude sur l'analyse d'impact macroéconomique sous-régional de la COVID-19. Les résultats et conclusions de cette dernière étude ont fait ressortir les effets conjugués de la pandémie de coronavirus sur les conditions de vie de plus de quatre mille (4 000) ménages qui ont été interviewés grâce à une opération d'enquête en ligne. Quant à la collaboration avec la Division Macroéconomie et Gouvernance (MGD), ainsi que le Centre Africain de la Statistique (ACS), elle a permis d'initier une stratégie de gouvernance et de redevabilité permettant un véritable traçage des fonds COVID-19 pour la Guinée.
46. Le Bureau a également appuyé la CEDEAO dans la facilitation des consultations nationales sur la Vision 2020 en vue de construire un consensus entre les différentes parties prenantes sur leurs aspirations afin d'éclairer au mieux la formulation de la Vision 2050 de la CEDEAO. C'est ainsi, qu'hormis la finalisation de l'évaluation indépendante de la Vision 2020 de la CEDEAO, trois autres rapports d'étapes ont été produits pour mieux informer l'élaboration en cours de la Vision 2050 : i). Le rapport régional d'analyse rétrospective, ii). Le rapport sur les aspirations des populations de la CEDEAO et, iii). Le rapport d'analyse structurelle de la région CEDEAO.

### 3. Responsabilisation et apprentissage

47. En conférant une assurance qualité à son programme et par la formation continue de son personnel, le BSR-AO a entrepris de consolider ses mécanismes de responsabilisation et d'ancrer plus profondément la culture de l'apprentissage en son sein.
48. Au titre de l'assurance qualité du programme, la présentation des résultats atteints par le Bureau ainsi que le suivi-évaluation interne des activités du programme se sont exercés avec efficacité à travers "SharePoint", et la nouvelle plateforme fédératrice des activités de la CEA qui a procédé notamment la digitalisation des plans annuels de travail. En plus, les ambassadeurs des Etats membres basés à Addis-Abeba ont pu faire le suivi régulier des activités réalisées par le Bureau à travers la note de briefing trimestrielle préparée à leur attention et destinée à faire état des points saillants des interventions de la CEA à travers le continent africain. Enfin, les participants à chaque rencontre organisée par le Bureau entre mai 2019 et octobre 2020 ont eu l'occasion de formuler leurs avis sur l'organisation desdites rencontres, leurs aspirations et leurs opinions sur la qualité des services qui leur sont rendus.
49. Il est à noter que dans sa volonté d'améliorer son mode de gestion, le Bureau a organisé une retraite de sa section Administration et Finances le 13 Décembre 2019 à Niamey autour du thème : « les Compétences de la section : Identification et renforcement ». Le choix de ce thème résulte

des recommandations quant à l'élaboration d'une grille des compétences du personnel au niveau de la section et la formulation d'un plan de formation de la section pour l'année 2019, lesquelles avaient été formulées lors d'une retraite similaire organisée en 2018.

50. La participation de son personnel à des sessions de formation continue a permis au Bureau de consolider ses mécanismes de responsabilisation, mais aussi à ancrer plus profondément la culture de l'apprentissage en son sein. Un membre du personnel a notamment bénéficié d'une formation, du 13 au 17 juillet 2020, à Johannesburg en Afrique du Sud sur l'aspect cérémoniel des procédures protocolaires, les règles de courtoisie dans la société et le respect de la préséance. Un autre membre du personnel du Bureau a suivi une formation avancée, du 20 au 24 Janvier 2020 à Addis-Abeba en Ethiopie, en vue de lui permettre : (i) d'identifier les éléments clés des rôles d'administrateur de Bureau, d'adjoint exécutif et/ou d'assistant ; (ii) de mettre en pratique les techniques de rédaction administrative ; (iii) de gérer efficacement son temps ; (iv) d'avoir une meilleure relation avec ses pairs et ses superviseurs.
51. De même, grâce au partenariat établi avec le Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle (CREG), le personnel professionnel du BSR-AO a bénéficié d'une formation virtuelle sur la méthodologie NTA au cours des périodes allant du 05 au 7 août et du 17 au 18 août 2020. Les sessions de formation NTA ont été entièrement animées par le CREG. Il s'agit pour la Bureau de renforcer les capacités de ses experts à mieux prendre en compte les thématiques de la population dans l'accompagnement des Etats membres à la formulation de politiques de développement.
52. C'est aussi dans la même perspective que 22 experts nationaux du Liberia ont été identifiés et ont pu bénéficier d'une formation NTA en ligne, qui s'est focalisée sur l'économie générationnelle et les fondamentaux du changement de la structure sociale et économique du Liberia. Ladite formation s'est déroulée du 6 au 8 octobre 2020 et a permis de renforcer les capacités des experts nationaux du Liberia sur les méthodes de production de données et de connaissances leur permettant de mieux exploiter le dividende démographique du pays.

#### **4. Efficacité opérationnelle**

53. L'efficacité opérationnelle du BSR-AO, aussi bien dans des domaines liés aux Dynamiques Démographiques pour le Développement (DDD), au suivi de la mise en œuvre des ODD ainsi qu'aux initiatives sous régionales, a été renforcée au cours de la période sous revue.
54. Dans le domaine des DDD, le Bureau a œuvré au renforcement de son efficacité opérationnelle à travers : (i) l'évaluation de l'écosystème de données DDD en Afrique de l'Ouest qui a fait l'objet en mai 2019 d'un dialogue politique ayant abouti à des recommandations visant à améliorer ledit écosystème ; (ii) la création d'un réseau de groupes de réflexion sur les DDD comprenant le réseau des comptes de transfert nationaux (NTA), des universités, le Millennium Institute et des observatoires nationaux sur la population des pays ; (iii) la co-organisation de la Première conférence africaine sur le compte de transfert national en octobre 2019 ; et (iii) la signature de protocoles d'accord avec la CEDEAO, l'UEMOA et AFRISTAT, avec une collaboration envisagée dans le domaine des DDD.

55. En ce qui concerne le suivi des ODD, du 27 au 29 août 2019, le Bureau a participé à un atelier pratique qui s'est tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie, sur l'outil intégré de planification et de rapportage (IPRT) qui constitue une boîte à outils dont l'appropriation devrait renforcer la capacité du Bureau à effectuer un suivi combiné des progrès accomplis par les pays vers l'Agenda 2063 et l'Agenda 2030. Par ailleurs, du 5 au 9 août 2019, lors d'un atelier organisé à Abidjan, Côte d'Ivoire par la CEA en collaboration avec le Millennium Institute (MI), le personnel professionnel du BSR-AO a pu se familiariser à l'outil d'analyse prospective appelé « Modèle dynamique de système agrégé pour la région du Sahel (aSDMS) » et acquérir des compétences permettant un suivi des ODD en alignant les cibles et les objectifs sur le cadre stratégique de SAHEL 2043.
56. S'agissant des initiatives sous régionales, le Bureau a été à l'origine ou a pris une part active dans la réalisation d'activités ayant concouru à consolider sa capacité à appuyer les Etats membres et les CER dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi évaluation des politiques au plan commercial. C'est à ce titre que, le Bureau a participé du 4 au 5 juillet 2019 à Lagos au Nigéria à un atelier organisé par la CEA et la CNUCED sur « Mesurer la contribution des services financiers aux chaînes de valeur régionales », en vue de renforcer les capacités de ses experts sur les outils existants et leur rôle dans la mesure des chaînes de valeur des services financiers. Du 2 au 3 septembre 2019, le Bureau a pris part à Addis-Abeba, en Éthiopie à une réunion du groupe d'experts (EGM) consacrée à l'indice ACBI qui est un outil conçu pour mesurer et surveiller l'expérience des entreprises dans la mise en œuvre de la ZLECAf au niveau national. Le BSR-AO a également participé à deux ateliers de formation des formateurs organisés à Niamey par le Centre International du Commerce (ITC), respectivement du 02 au 05 décembre 2019 puis du 10 au 14 Février 2020. Ces rencontres ont permis d'acquérir des connaissances approfondies sur les Mesures Non Tarifaires au Commerce.
57. L'efficacité opérationnelle du BSR-AO a été en outre illustrée par le partenariat continu avec l'Université Abdou Moumouni de Niamey/FSEG de Niamey et de l'engagement stratégique amorcé avec les Coordonnateurs Résidents du Système des Nations Unies dans les pays suivants : Burkina Faso, Cabo Verde, Sénégal, Libéria, Niger et Togo.
58. L'utilisation optimale des ressources mobilisées dans le cadre de l'exercice concerné a aussi concouru à l'efficacité opérationnelle du BSR-AO. En effet, le taux de consommation des ressources régulières était de l'ordre de 99 % à la fin de l'année 2019, en quasi harmonie avec l'exécution des activités programmées (100%). De même, le taux d'utilisation des ressources extrabudgétaires, qui peuvent être mobilisées tout au long de l'année et dont la gestion se fait conformément aux prescriptions des partenaires et/ou donateurs, est estimé à 99,65 %.

## 5. Principaux risques

59. Le Bureau reste exposé dans la mise en œuvre de son programme de travail à des risques liés à l'environnement socio-économique, institutionnel et de sécurité dans la sous-région et au niveau international. L'instabilité sociopolitique, les conflits persistants, notamment dans la région sahélienne, l'insécurité et la violence extrême alimentée par la nouvelle dynamique géopolitique au Sahel sont en effet parmi les principaux facteurs pouvant compromettre la pleine atteinte des effets de changements escomptés des interventions de la CEA dans la sous-région et les efforts



en cours pour la transformation structurelle des économies de la sous-région.

60. La faiblesse des systèmes statistiques nationaux et l'insuffisante capacité des Etats membres à collecter des données statistiques fiables, constituent aussi des obstacles à la bonne exécution du travail d'analyse et de recherche, notamment la production des publications prévues au titre du nouveau Centre sur les Dynamiques Démographiques pour le Développement (DDD).

## Conclusion et perspectives en 2020/2021

61. Les 22 produits (extrants) attendus du plan de programme budget 2019 ont été réalisés en fin d'année, soit un taux de réalisation physique des activités programmées, de 100%. En ce qui concerne l'année 2020, sur les 16 produits (résultats d'extrants) attendus dans le cadre du plan de programme budget annuel 2020, 14 sont déjà réalisés pour cette année 2020, soit un taux annuel de réalisation de 88%. Sur la période sous-revue, le BSR-AO a réussi à : (a) gagner en influence sur les politiques pour soutenir le programme de transformation de l'Afrique de l'Ouest ; (b) gagner en crédibilité et en confiance auprès de ses principaux clients et partenaires ; (c) consolider ses mécanismes de responsabilisation et ancrer plus profondément la culture de l'apprentissage en son sein ; et (d) renforcer son efficacité opérationnelle afin de mieux appuyer en temps opportun au travers de ses services de production de savoirs et de renforcement des capacités.
62. Les activités du Bureau continueront d'une part à être focalisées à court terme sur la consolidation des acquis relevant du centre spécialisé sur les dynamiques démographiques pour le développement, notamment l'évaluation de l'écosystème DDD par les pays, le renforcement des capacités des Etats membres dans les dynamiques démographiques et les politiques publiques en partenariat avec l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et le CREG.
63. D'autre part l'appui au développement de stratégies nationales se poursuivra afin de permettre aux Etats membres de la sous-région de tirer pleinement profit de l'accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), sachant que la mise en œuvre effective de ladite zone démarrera en janvier 2021, le suivi-évaluation de la mise en œuvre des agendas 2030 et 2063 ainsi que l'assistance aux pays dans l'accélération de leurs progrès vers la transformation structurelle de leurs économies.
64. Les publications et activités suivantes sont prévues d'ici le prochain CIE :
- Profil NTA du Liberia et STEPS de la Côte d'Ivoire;
  - Les dynamiques démographiques pour le développement durable en Afrique de l'Ouest: défis et mesures politiques ;
  - Les cours en ligne sur les dynamiques démographiques et les politiques publiques en partenariat avec l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) ;
  - La Vision 2050 de la CEDEAO et les plans stratégiques connexes, et les outils de suivi et d'évaluation ;
  - Le profil socio-économique de la zone du Liptako-Gourma ;
  - Les stratégies nationales AfCFTA du Burkina Faso, du Bénin et de la Guinée Bissau.

65. Les mesures suivantes déjà prises ou envisagées par le Bureau pour améliorer la mise en œuvre de ses activités resteront pertinentes : (a) mobiliser des ressources tant financières qu'humaines afin de répondre efficacement aux besoins en formation continue des cadres en méthodes de collecte et d'analyse des données statistiques ; (b) développer des partenariats, identifier des structures, des institutions et des centres de recherche qui travaillent dans le nouveau domaine d'intérêt du BSR-AO afin d'exploiter les possibilités de travailler en synergie ; (c) participer de manière active à l'évaluation des politiques publiques et faciliter la disponibilité de données et statistiques fiables, régulières et ventilées par sexe ; (d) mettre en place une stratégie de mobilisation de ressources rigoureuse ; (e) renforcer la collaboration avec les divisions du Siège et disposer d'une matrice d'interventions conjointes en appui aux pays.

## Annexe:

### Mise en œuvre des recommandations du CIE 2019 par la CEA

A la suite de chaque réunion du CIE, le communiqué final dresse des recommandations adressées aux différentes parties prenantes, à savoir la CEA, les Etats membres et les CER. Le tableau ci-après présente, par rubriques, les 11 recommandations formulées à l'endroit de la CEA par les délégués pays et experts lors du 22ème CIE tenu à Robertsfield au Liberia du 08 au 10 mai 2019, ainsi que les actions menées ou prévues dans le cadre de leur mise en œuvre.

Recommandations	Actions prises par la CEA
<b><i>Rapport la mise en œuvre du programme de travail du BSR-AO en 2018 et perspectives pour 2019</i></b>	
Limiter l'usage du papier dans la production et la diffusion des documents de travail et d'information destinés aux réunions du CIE.	Pris en compte dans la préparation du 23ème CIE qui se tient en réunion virtuelle due au contexte de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19). Un rappel de la mesure prise, a été introduit dans les lettres d'invitation ainsi que dans la note d'information.
Mieux aligner le rapport d'activités sur les axes stratégiques de la CEA	Le présent rapport rend compte des activités mises en œuvre dans le strict respect des grandes lignes des cadres stratégiques des programmes de travail pour les périodes 2018-2019, 2020 et 2021.
Appuyer les Etats membres à la demande dans le renforcement des statistiques de l'état civil.	Le Bureau a participé du 2 au 6 septembre 2019 à la réunion d'experts qui a contribué au renforcement des capacités des délégués pays en vue de l'amélioration du cadre du système CRVS au bénéfice du Niger, du Burkina Faso, de la Guinée et du Libéria. Du 9 au 13 mars 2020, le BSR-AO et le Centre africain de statistique ont déployé avec succès l'Initiative des Nations Unies sur l'identité légale au Niger. Cela a abouti à un plan d'actions convenu entre le gouvernement et les partenaires pour intégrer l'identification légale dans le système d'enregistrement des faits et de statistiques d'état civil (CRVS)
Mieux prendre en compte les questions de pauvreté et de handicap des personnes dans les travaux d'analyse et de recherche conduits par le Bureau, dans l'esprit de l'Agenda 2030 de l'ONU de ne laisser personne pour compte.	Dans le cadre de la décennie d'action, le Bureau a appuyé le Niger et la Gambie pour la production de leurs rapports VNR 2020. Un appui fut apporté à la redéfinition des priorités de la feuille de route des ODD de la Gambie, dans le contexte de COVID-19. Le Libéria également s'est engagé à entreprendre son VNR 2020.
<b><i>Rapport sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable et l'agenda 2063</i></b>	
Appuyer les pays pour le rebasage du PIB afin de rendre plus pertinente la comparaison entre les pays.	En octobre 2019, le Bureau en partenariat avec ACS a fourni un soutien technique à l'Institut national de statistique (INS) dans le cadre du rebasage du PIB du Niger, permettant ainsi des comparaisons de la croissance économique entre les pays.
Appuyer les Etats membres dans l'appropriation de l'Agenda 2063 en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine.	C'est également en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et les divisions de la CEA, à savoir la Division macroéconomique et gouvernance (MGD) et la Division des publications, conférences et de la gestion des connaissances (PCKMD), que le BSR-AO envisage une véritable appropriation

	de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 de l'UA. En appui au Bénin, comme pays pilote francophone pour une appropriation de la boîte à outils IPRT/CEA, un atelier de renforcement de capacité est programmé pour se tenir en novembre 2020.
<b>Table ronde : « Les Dynamiques démographiques au service du développement durable de l'Afrique de l'Ouest : défis et mesures de politiques »</b>	
Dans le cadre des activités du Centre DDD, générer des connaissances qui permettront d'appuyer les Etats dans la formulation de politiques budgétaires sensibles à la capture du dividende démographique.	Le Bureau a initié un projet dans ce sens et les activités ont débuté avec le Mali lors d'un atelier organisé en collaboration avec le Centre d'excellence sur l'économie générationnelle (CREG). Le Bureau a alors travaillé avec le Mali au cours du 1er trimestre 2020 pour produire un cadre de budgétisation publique sensible au dividende démographique, qui a été approuvé par le pays pour informer ses délibérations sur le budget national 2021.
<b>Rapport sur les initiatives continentales de la CEA</b>	
Elaborer en collaboration avec les partenaires sous-régionaux tels que l'UEMOA et la CEDEAO, sous la coordination de l'IDEP, un programme de formation professionnelle sur mesure à moyen terme, à partir d'une évaluation des besoins prioritaires de formation de la sous-région.	Le Bureau élabore en particulier des cours en ligne sur la méthodologie des comptes de transferts nationaux (NTA). Cela devrait contribuer à augmenter le nombre de fonctionnaires nationaux formés sur les dynamiques démographiques et travaillant à influencer les processus de formulation des politiques publiques.
Planifier et faciliter une table ronde des partenaires au développement en vue de la mobilisation de ressources financières adéquates pour la mise en œuvre du plan régional de formation professionnelle.	Le BSR-AO travaille avec l'IDEP pour planifier et animer une table ronde de partenaires au développement afin de mobiliser des ressources financières adéquates pour la mise en œuvre du plan régional de formation professionnelle.
<b>Lancement profil STEPS du Liberia</b>	
Faire référence aux principaux déterminants de la fécondité élevée dans l'analyse des conditions sociales.	La version imprimable du profil STEPS du Libéria, édition 2020, fait référence aux principaux déterminants d'une fécondité élevée dans son analyse des conditions sociales.
Tenir compte dans l'appréciation de la situation du marché du travail du contexte des pays africains où l'emploi informel domine.	La publication finale STEPS Liberia examine le contexte des pays africains où l'emploi informel domine, en particulier dans son évaluation de la situation du marché du travail.